

"Inondation : anticipons pour être prêts à reconstruire plus vite demain"



Contexte

L'inondation catastrophique se cristallise souvent sur le temps de la crise. C'est la gestion de l'inondation qui fait l'actualité par l'émotion que celle-ci suscite. Depuis quelques années cependant, le temps de la reconstruction retient de plus en plus l'attention de la sphère publique, qu'il s'agisse de l'État ou des collectivités territoriales. Ce temps est en effet déterminant : le territoire doit se rétablir vite, et en même temps « profiter de l'occasion » pour réduire sa vulnérabilité à des inondations futures (Build Back Better).

Si la question de la réduction de la vulnérabilité suite à une inondation a déjà été beaucoup étudiée, celle de la « vitesse de reconstruction » est moins abordée : chacun part du principe qu'un territoire va forcément se reconstruire le plus vite possible. Pourtant le doute est permis : est ce que certains territoires ne se reconstruiraient pas moins vite que d'autres ? Est-ce que nous ne sommes pas en train de mettre plus de temps que par le passé à reconstruire ?

Ces questions sont d'autant plus importantes que les délais d'un retour à la normal sont très pénalisants pour un territoire. En effet, un territoire qui se reconstruit, c'est un territoire à vitesse réduite, ou même à l'arrêt. Il n'a plus les moyens d'être dans la course à l'attractivité pour attirer de nouveaux acteurs économiques, ni même retenir ses habitants. La mobilisation des agents territoriaux et du budget communal et départemental dans la reconstruction le pénalise sur le long terme. Plus grave encore, l'impact physique et psychologique de la catastrophe détruit des liens au sein des communautés, annihile leur capacité à animer le territoire et à envisager sereinement l'avenir.

Un territoire impacté par l'inondation est impacté deux fois : une 1^{ère} fois par la catastrophe qui le détruit, et une 2^{ème} fois par le temps long de la reconstruction, qui le paralyse. Une

reconstruction longue et difficile creuse l'inégalité entre les territoires à risque d'inondation et ceux qui ne le sont pas.

Pour éviter la déprise des territoires inondés, il est important, d'anticiper les inondations à la fois sur les différents plans de l'aménagement, des politiques publiques et du renforcement des communautés d'acteurs. Il s'agit de faire en sorte que la catastrophe soit moins grave, la reconstruction plus facile et le territoire moins pénalisé.

Objectif de la démarche

Partant de l'idée que « *Reconstruire mieux après l'inondation, c'est bien... Anticiper pour faciliter et accélérer la reconstruction, c'est mieux !* », nous avons monté un atelier (chantier ?) d'un an axé spécifiquement sur la question : comment anticiper pour faciliter et accélérer la reconstruction ?

A travers une recherche bibliographique et l'interview d'acteurs de la reconstruction, l'atelier cherche à identifier les freins mais aussi les leviers à la reconstruction ainsi que les pistes d'amélioration possibles. L'objectif de ce chantier est de proposer avant la fin de l'année 2023 une liste des groupes de travail qu'il faudrait monter, avec quels acteurs et quels objectifs, pour être en mesure de définir un programme d'actions d'amélioration. Les champs à couvrir sont aussi divers que l'anticipation foncière, la préparation de circuits de financement, la simplification de certains règlements, ou encore l'anticipation de la gouvernance de la reconstruction...

